

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

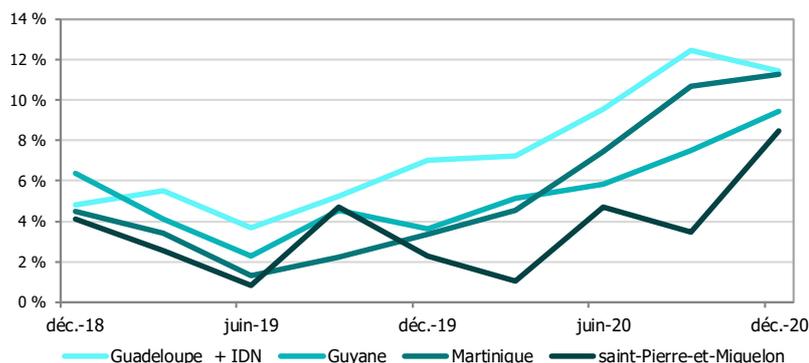
N° 662 / Avril 2021

# Tableau de bord des indicateurs monétaires et financiers au 31 décembre 2020 dans les DOM et COM de la zone euro

## Évolution globale

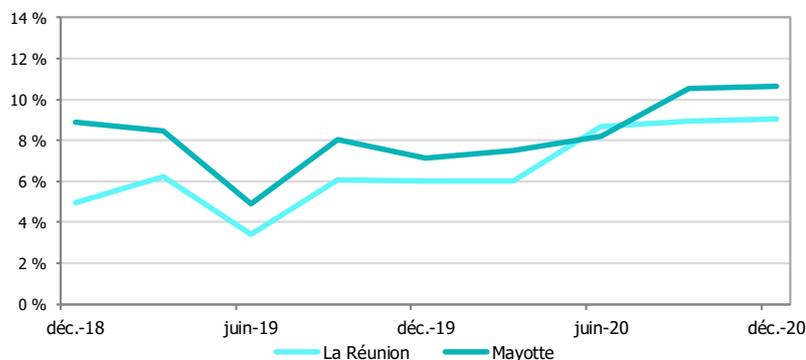
### Les encours globaux de crédits

Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Atlantique  
(en glissement annuel)



Au 31 décembre 2020		
	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	13 023	11,4 %
Guyane	4 169	9,4 %
Martinique	11 817	11,3 %
saint-Pierre-et-Miquelon	220	8,5 %
<b>Total océan Atlantique</b>	<b>29 229</b>	<b>11,1 %</b>

Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Indien  
(en glissement annuel)



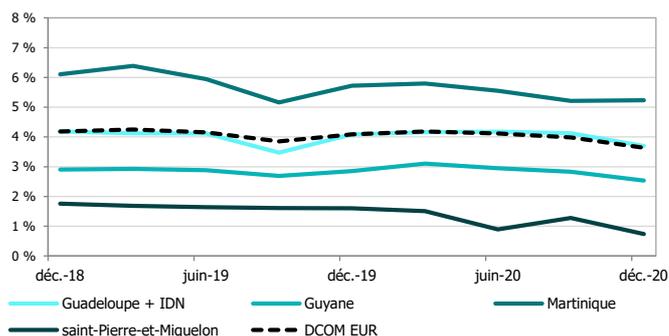
Au 31 décembre 2020		
	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Mayotte	1 450	10,7 %
La Réunion	26 977	9,1 %
<b>Total océan Indien</b>	<b>28 427</b>	<b>9,1 %</b>

Au 31 décembre 2020		
	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
<b>Total DOM</b>	<b>57 656</b>	<b>10,1 %</b>

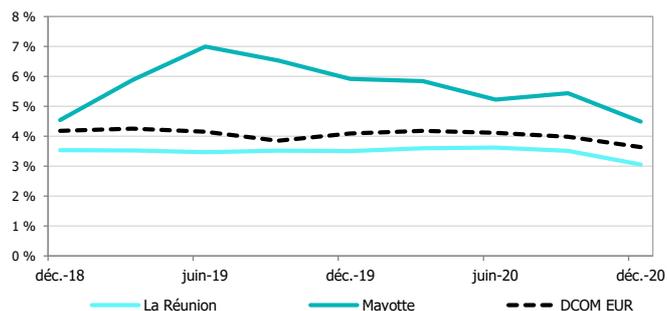
Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

## L'évolution de la sinistralité\*

Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Atlantique



Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Indien



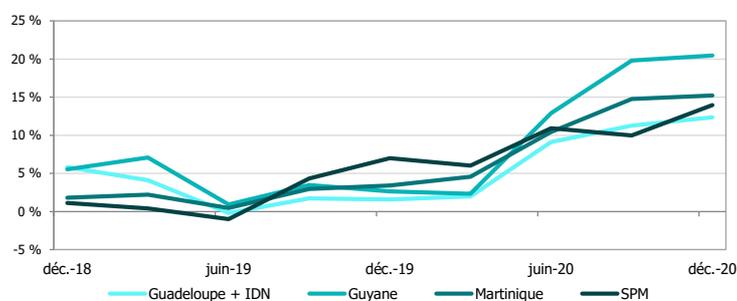
Source : SURFI

Pour mémoire, le taux de sinistralité observé à fin 2018 pour les établissements de crédit en France, pour leur activité en France uniquement, est de 3,3 % (source : ACPR).

## L'évolution des actifs financiers\*

### Par géographie

Évolution des actifs financiers dans l'océan Atlantique (en glissement annuel)



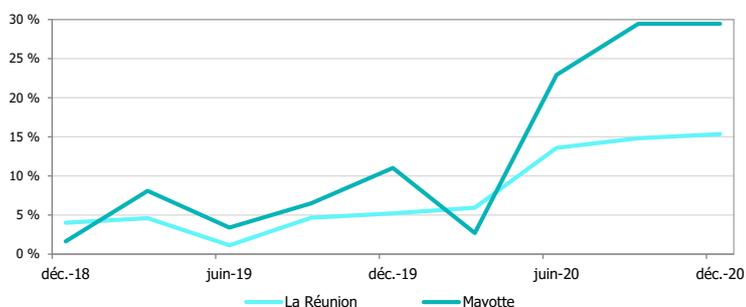
Au 31 décembre 2020

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	10 947	12,3 %
Guyane	2 540	20,5 %
Martinique	9 656	15,2 %
saint-Pierre-et-Miquelon	282	14,0 %
<b>Total océan Atlantique</b>	<b>23 425</b>	<b>14,4 %</b>

Au 31 décembre 2020

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
La Réunion	18 263	15,3 %
Mayotte	913	29,4 %
<b>Total océan Indien</b>	<b>19 177</b>	<b>15,9 %</b>

Évolution des encours des actifs financiers dans l'océan Indien (en glissement annuel)



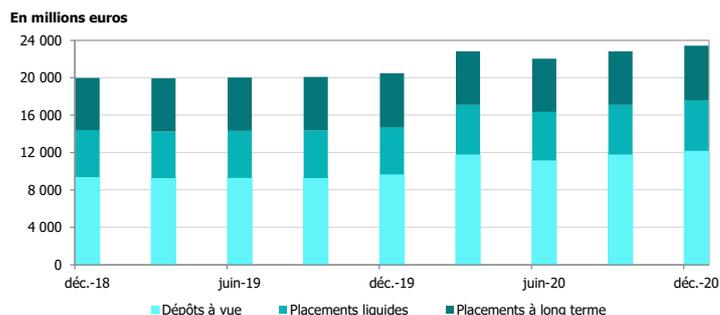
Au 31 décembre 2020

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
<b>Total DCOM zone euro</b>	<b>42 602</b>	<b>15,1 %</b>

Source : SURFI

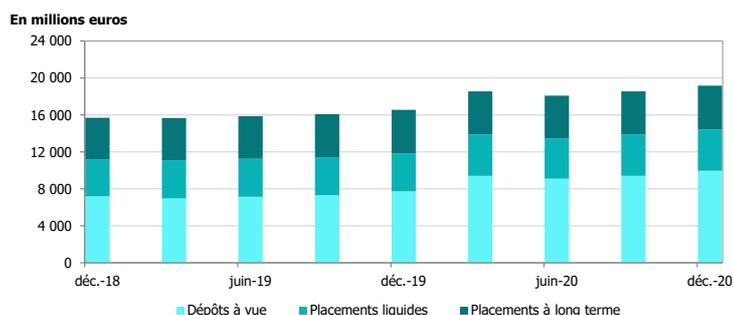
### Par composante

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Atlantique



Source : SURFI

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Indien

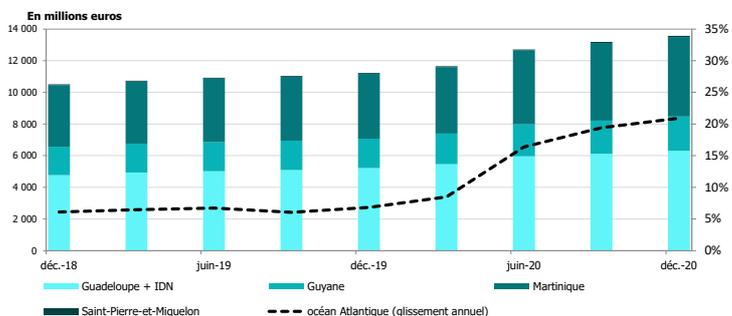


\* Ces données concernent les seuls établissements de crédit installés localement

## Évolution des encours de crédits aux entreprises

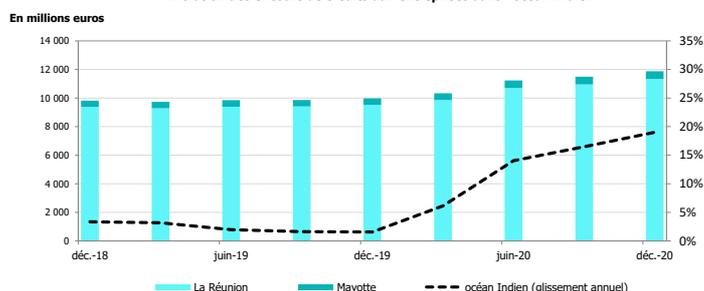
### Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Atlantique



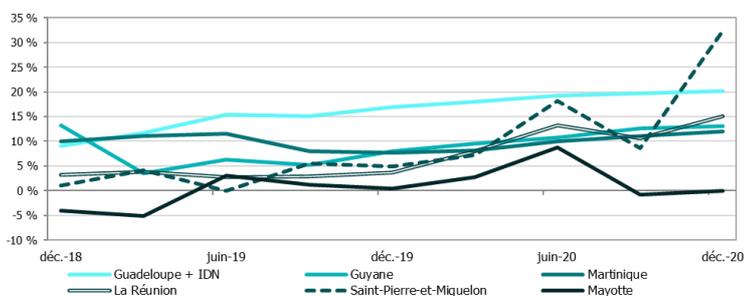
Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Indien



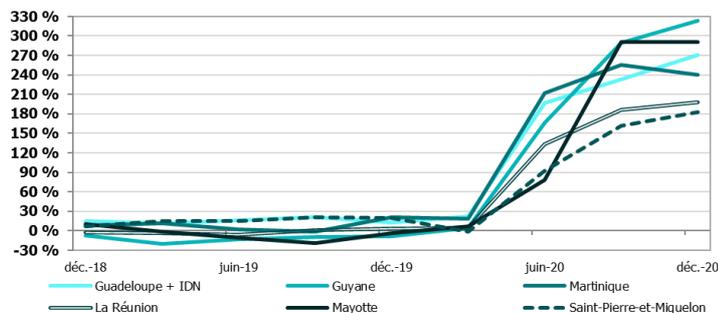
## Évolution des encours de crédits d'investissement et de trésorerie\*

Évolution des crédits d'investissement (en glissement annuel)



Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des crédits de trésorerie (en glissement annuel)



### Crédits totaux aux entreprises

	déc.-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc.-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	6,2 %	8,0 %	8,5 %	8,6 %	9,3 %	10,7 %	18,6 %	20,4 %	21,0 %
Guyane	5,9 %	1,9 %	2,1 %	4,3 %	3,4 %	6,0 %	10,8 %	12,1 %	17,1 %
Martinique	6,2 %	6,8 %	6,8 %	3,7 %	5,4 %	6,9 %	16,1 %	21,6 %	22,4 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	-1,8 %	4,5 %	4,6 %	12,0 %	6,5 %	5,1 %	18,9 %	16,5 %	38,6 %
La Réunion	3,2 %	3,0 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	6,1 %	14,0 %	16,3 %	19,0 %
Mayotte	6,0 %	5,6 %	9,4 %	2,7 %	1,8 %	5,7 %	14,5 %	19,3 %	19,7 %

Montant en millions d'euros	déc.-20
	6 310
	2 169
	5 019
	70
	11 330
	538

### Crédits d'investissement aux entreprises

	déc.-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc.-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	9,0 %	11,6 %	15,4 %	15,0 %	16,9 %	18,0 %	19,3 %	19,8 %	20,2 %
Guyane	13,2 %	3,6 %	6,3 %	5,2 %	8,0 %	9,6 %	10,8 %	12,6 %	13,1 %
Martinique	9,9 %	11,0 %	11,5 %	7,9 %	7,7 %	8,1 %	9,9 %	11,1 %	12,0 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	1,0 %	4,1 %	-0,1 %	5,5 %	4,9 %	7,3 %	18,2 %	8,6 %	32,3 %
La Réunion	3,1 %	3,8 %	2,8 %	2,9 %	3,6 %	8,0 %	13,3 %	10,6 %	15,1 %
Mayotte	-4,0 %	-5,1 %	3,0 %	1,2 %	0,4 %	2,7 %	8,7 %	-0,8 %	0,0 %

Montant en millions d'euros	déc.-20
	2 712
	831
	2 951
	52
	4 962
	267

### Crédits de trésorerie aux entreprises

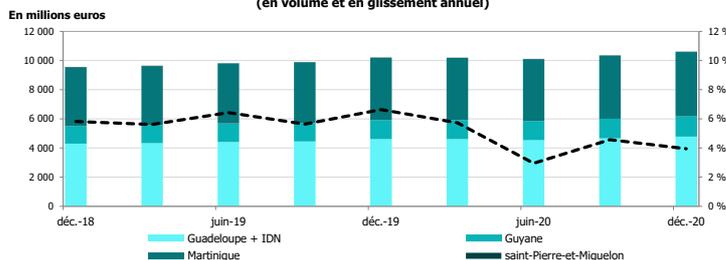
	déc.-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc.-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	14,6 %	11,9 %	16,5 %	20,7 %	12,1 %	21,5 %	196,8 %	233,1 %	270,9 %
Guyane	-7,1 %	-20,4 %	-12,8 %	-9,3 %	-8,8 %	4,6 %	165,9 %	289,8 %	323,5 %
Martinique	8,0 %	11,0 %	1,9 %	-1,5 %	20,8 %	18,8 %	211,6 %	255,8 %	240,3 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,8 %	15,5 %	15,3 %	20,3 %	19,2 %	-1,1 %	92,2 %	161,9 %	182,6 %
La Réunion	-2,7 %	-4,0 %	-5,6 %	1,0 %	2,8 %	3,9 %	133,5 %	186,3 %	197,5 %
Mayotte	10,6 %	-1,0 %	-11,1 %	-19,0 %	-4,2 %	7,0 %	78,1 %	290,3 %	290,6 %

Montant en millions d'euros	déc.-20
	806
	157
	846
	14
	1 484
	91

## Évolution des encours de crédits aux ménages

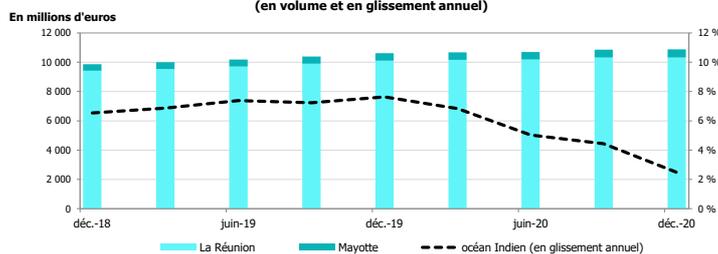
### Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Atlantique (en volume et en glissement annuel)



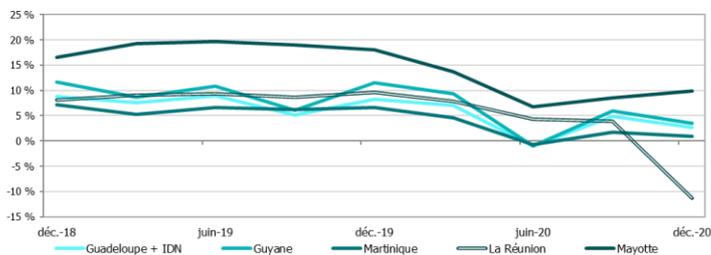
Source : SURFI

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Indien (en volume et en glissement annuel)



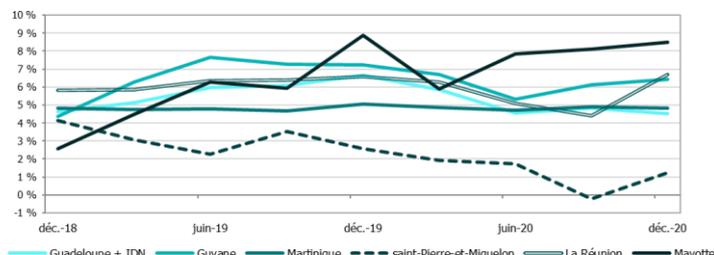
### Évolution des encours de crédits à la consommation et à l'habitat

Évolution des crédits à la consommation (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des crédits à l'habitat (en glissement annuel)



#### crédits totaux aux ménages

	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	6,0 %	6,0 %	7,0 %	5,7 %	7,2 %	6,2 %	2,7 %	4,9 %	3,9 %
Guyane	6,1 %	6,9 %	8,5 %	6,9 %	8,3 %	7,3 %	3,6 %	6,0 %	5,6 %
Martinique	5,6 %	5,0 %	5,4 %	5,2 %	5,6 %	4,8 %	3,0 %	3,9 %	3,6 %
saint-Pierre-et-Miquelon	4,8 %	3,3 %	2,6 %	4,0 %	3,6 %	2,3 %	2,4 %	0,2 %	1,1 %
La Réunion	6,4 %	6,6 %	7,1 %	7,0 %	7,3 %	6,7 %	4,9 %	4,2 %	2,1 %
Mayotte	9,7 %	12,1 %	13,3 %	12,9 %	13,9 %	10,2 %	7,3 %	8,4 %	9,3 %

Montant en millions d'euros (décembre 2020)
4 783
1 387
4 419
113
10 322
556

#### crédits à l'Habitat

	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	4,6 %	5,1 %	6,0 %	6,1 %	6,7 %	5,9 %	4,6 %	4,8 %	4,5 %
Guyane	4,4 %	6,3 %	7,7 %	7,3 %	7,2 %	6,7 %	5,3 %	6,1 %	6,4 %
Martinique	4,8 %	4,8 %	4,8 %	4,7 %	5,1 %	4,9 %	4,7 %	4,9 %	4,8 %
saint-Pierre-et-Miquelon	4,1 %	3,1 %	2,3 %	3,5 %	2,6 %	1,9 %	1,7 %	-0,2 %	1,2 %
La Réunion	5,8 %	5,8 %	6,4 %	6,4 %	6,6 %	6,3 %	5,1 %	4,4 %	6,7 %
Mayotte	2,6 %	4,5 %	6,3 %	5,9 %	8,9 %	5,9 %	7,8 %	8,1 %	8,5 %

Montant en millions d'euros (décembre 2020)
3 168
1 025
3 062
90
8 060
239

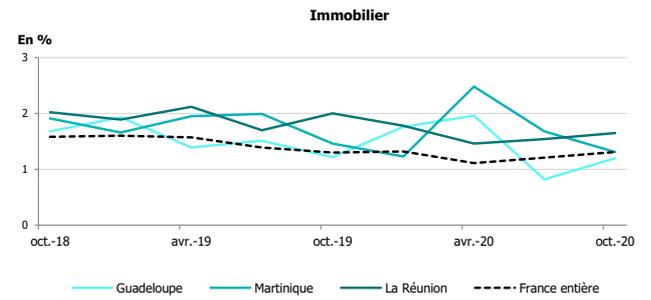
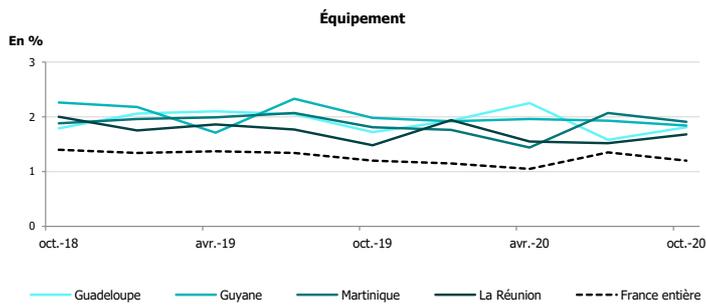
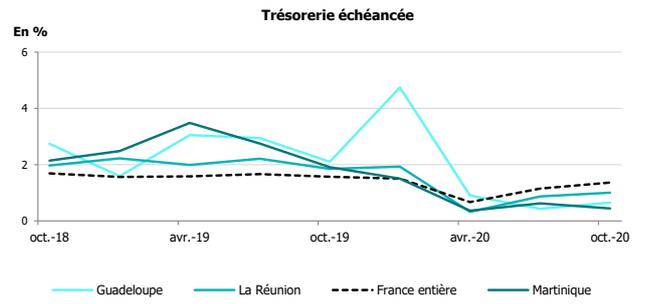
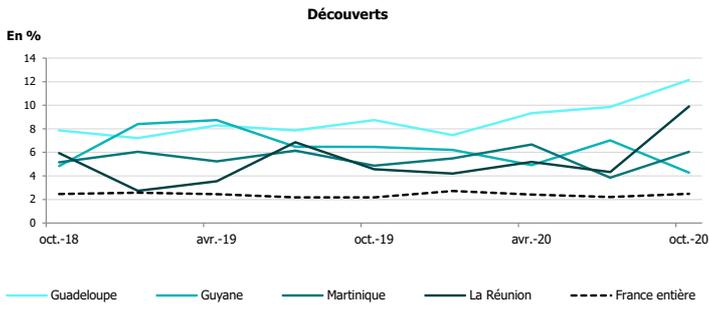
#### crédits de consommation

	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	8,8 %	7,5 %	8,9 %	5,1 %	8,3 %	7,0 %	-1,0 %	4,9 %	2,7 %
Guyane	11,7 %	8,7 %	10,9 %	6,1 %	11,5 %	9,3 %	-1,0 %	6,0 %	3,6 %
Martinique	7,2 %	5,3 %	6,6 %	6,2 %	6,7 %	4,6 %	-0,7 %	1,8 %	0,9 %
saint-Pierre-et-Miquelon	7,6 %	4,2 %	4,1 %	6,2 %	7,9 %	4,1 %	5,1 %	2,0 %	0,4 %
La Réunion	8,1 %	9,1 %	9,3 %	8,7 %	9,7 %	7,9 %	4,4 %	3,9 %	-11,3 %
Mayotte	16,5 %	19,3 %	19,6 %	18,9 %	18,0 %	13,7 %	6,8 %	8,6 %	9,9 %

Montant en millions d'euros (décembre 2020)
1 610
361
1 351
23
2 250
317

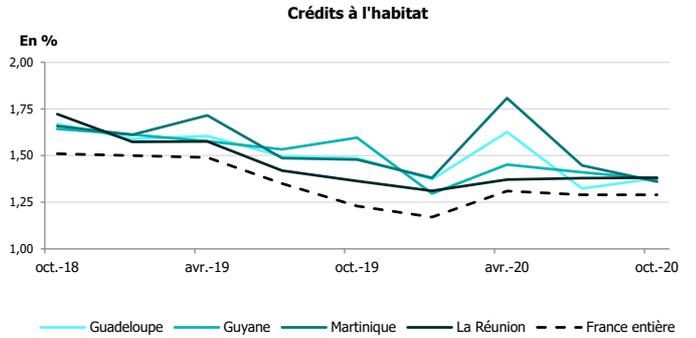
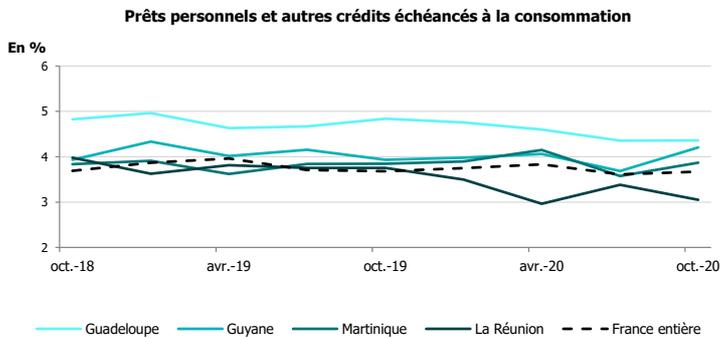
# Évolution des taux des crédits

## Évolution des taux des crédits aux entreprises



Sources : IEDOM, Banque de France

## Évolution des taux des crédits aux particuliers

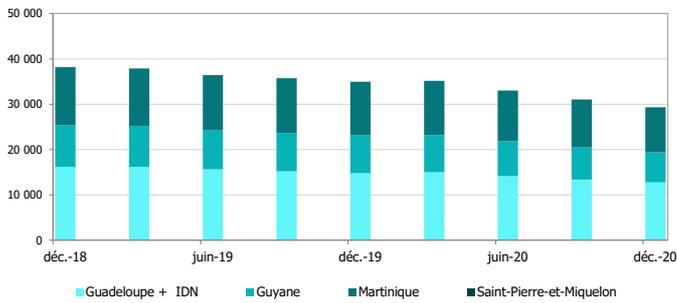


Sources : IEDOM, Banque de France

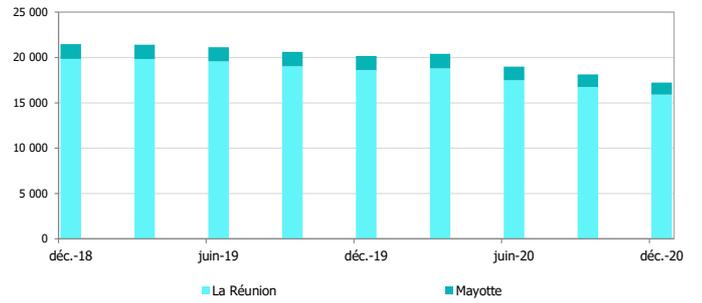
# Les indicateurs de vulnérabilité

## Ménages

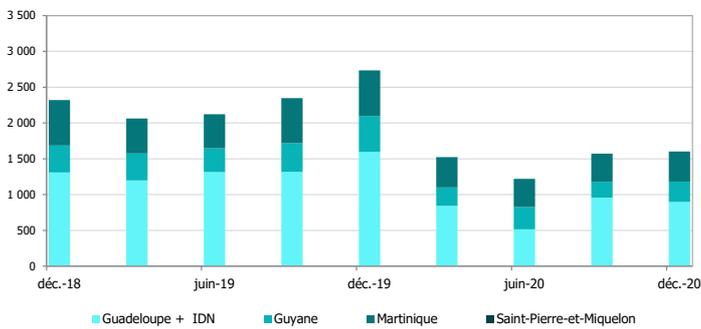
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique



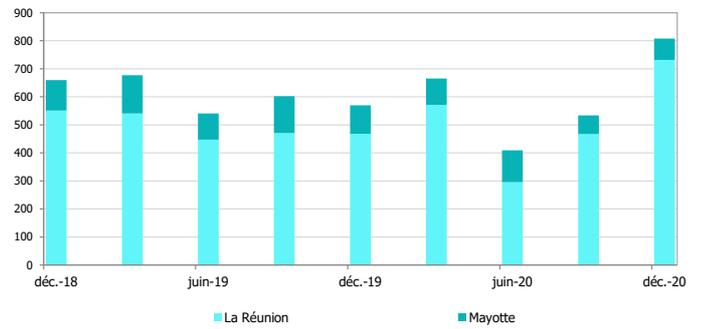
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Indien



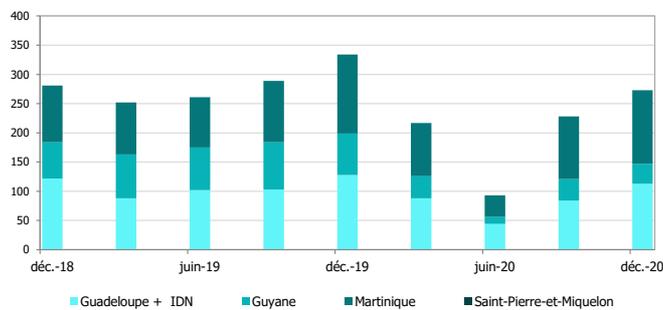
Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Atlantique (nombre de retraits au cours du trimestre)



Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Indien (nombre de retraits au cours du trimestre)



Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Atlantique (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

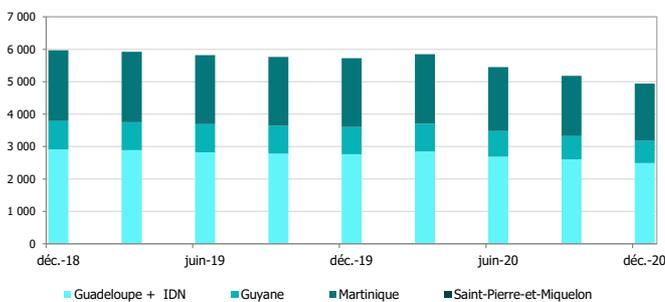


Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Indien (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

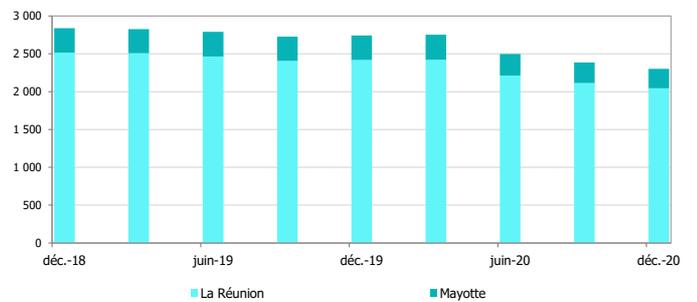


## Entreprises

Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique

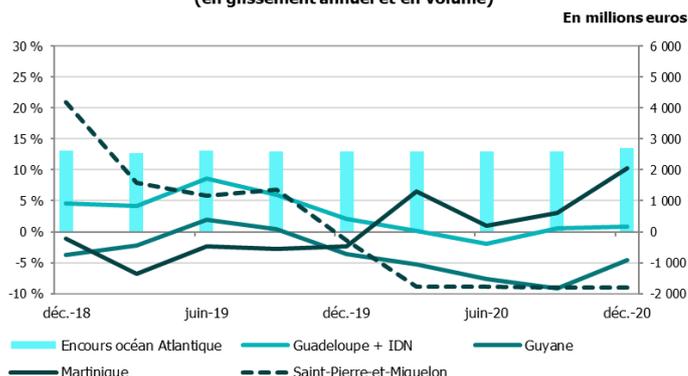


Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Indien



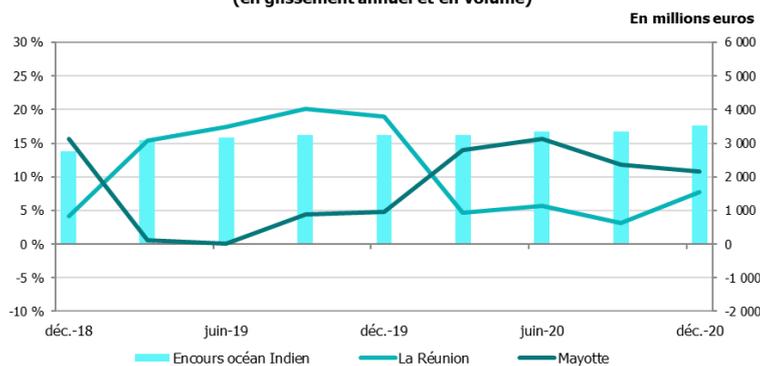
# Le financement des collectivités locales

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Atlantique (en glissement annuel et en volume)



Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Indien (en glissement annuel et en volume)



## crédits aux collectivités locales

Au 31 décembre 2020

	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	4,6 %	4,2 %	8,6 %	6,0 %	2,1 %	0,1 %	-1,9 %	0,5 %	0,9 %
Guyane	-3,7 %	-2,3 %	1,9 %	0,4 %	-3,6 %	-5,2 %	-7,6 %	-9,2 %	-4,6 %
Martinique	-1,0 %	-6,7 %	-2,3 %	-2,8 %	-2,3 %	6,5 %	0,9 %	3,0 %	10,3 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	21,0 %	7,9 %	5,8 %	6,7 %	-1,5 %	-8,9 %	-8,9 %	-9,0 %	-9,1 %
La Réunion	4,2 %	15,4 %	17,4 %	20,1 %	18,9 %	4,7 %	5,7 %	3,1 %	7,8 %
Mayotte	15,7 %	0,6 %	0,0 %	4,4 %	4,8 %	13,9 %	15,6 %	11,8 %	10,8 %

Montant en millions d'euros	Part dans les crédits totaux* en %
1 104	8,8 %
284	7,0 %
1 298	11,6 %
24	11,0 %
3 304	12,7 %
210	15,1 %

\* Depuis la publication de l'arrêté de décembre 2018, dans un souci de cohérence dans la mesure où l'encours de crédit aux collectivités locales retenu est l'encours sain, l'encours de crédit total pris en compte est l'encours sain, et non l'encours brut.

## MÉTHODOLOGIE

Les **crédits** présentés concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements bancaires intervenant dans les DOM et COM de la zone euro disposant au minimum d'un guichet domiciliaire d'opération enregistré auprès de la Banque de France dans l'une des géographies concernées (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en disposant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL).

Les **actifs financiers** présentés sont ceux placés par l'ensemble des agents économiques auprès des ECIL uniquement.

Les données relatives à la **Guadeloupe** incluent les collectivités de **Saint-Martin** et **Saint-Barthélemy**.

Les **taux des crédits** présentés dans cette note sont collectés à partir de l'enquête « coût du crédit » réalisée par la Banque De France auprès des établissements bancaires ayant leur activité dans les DCOM de la zone euro. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours du premier mois de chaque trimestre aux sociétés non financières et aux particuliers. Les entrepreneurs individuels sont donc exclus de cette analyse. Les taux recensés dans cette enquête sont des taux effectifs au sens étroit (TESE), ils correspondent à la composante d'intérêt du taux effectif global (TEG). Les taux moyens publiés sont calculés en pondérant les taux collectés par les montants de crédit correspondants.

Concernant les **taux des crédits aux entreprises**, les « découverts » rassemblent des découverts stricto sensu ainsi que les crédits permanents. La catégorie « escompte » regroupe l'escompte au sens strict, les financements sur loi Dailly, les mobilisations de créances sur l'étranger et les autres créances commerciales. La « trésorerie échancée » correspond à l'ensemble des instruments de trésorerie hors découverts et escompte. La catégorie « Immobilier » regroupe les prêts immobiliers classiques, ainsi que le crédit-bail immobilier. Les « crédits d'équipement » regroupent les crédits à l'équipement aidés ainsi que les autres crédits à l'équipement. Enfin, les « Autres crédits d'investissement », comprennent les autres crédits à la clientèle, les prêts subordonnés, ainsi que le crédit-bail mobilier.

La méthodologie de l'enquête sur le cout du crédit aux entreprises a évolué en 2017. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours de chaque trimestre aux sociétés non financières, les entrepreneurs individuels étant exclus de cette analyse. Les séries ne sont donc plus comparables avec celles publiées auparavant.

S'agissant des **taux des crédits aux particuliers**, les « crédits à l'habitat » intègrent l'ensemble des crédits à l'habitat des ménages et ce quelle que soit la période de fixation initiale du taux (PFIT). Les « découverts » incluent toutes les utilisations de découvert enregistrées au cours d'un mois de référence ainsi que les crédits de trésorerie non échancés (crédits permanents ou revolving). Le montant déclaré est le montant débiteur moyen constaté au cours du mois de référence. Les « prêts personnels » incluent, en plus des prêts personnels, les financements de ventes à tempérament et les prêts sur carte de crédit.

**Dates d'extraction des données** : Avril 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : M. RANDRIAMISAINA  
Rédaction : A. HAUTCŒUR-COLIN – Participation aux travaux : – Éditeur et imprimeur : IEDOM  
Achevé d'imprimer : avril 2021 – Dépôt légal : avril 2021 – ISSN 1952-9619